

# Synthèse régionale

## Première progression de l'emploi régional depuis 2010

Jean-Pierre Courson, Insee

En 2016, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands du Grand Est progresse pour la première fois depuis 2010 : + 0,7 % après - 0,2 %. La région reste cependant une des moins dynamiques avec la Normandie et la Bourgogne-Franche-Comté (+ 0,3 % et + 0,5 %, pour + 1,2 % en métropole). Concentrée au quatrième trimestre après trois trimestres de stagnation, cette hausse s'appuie sur le secteur tertiaire marchand dans lequel l'emploi augmente de 1,8 % et de 1,3 % hors intérim. Les secteurs de l'industrie et de la construction continuent d'éprouver des difficultés, comme au niveau national. À l'exception des Ardennes, la hausse de l'emploi salarié concerne tous les départements de la région.

La croissance du produit intérieur brut français demeure aussi modeste qu'en 2015 (1,1 % après 1,2 %) sans permettre une amélioration sensible du marché du travail. Le repli du chômage se limite à 0,3 point, à 9,8 % de la population active en fin d'année (9,7 % en métropole). Il recule dans tous les départements, sauf dans l'Aube où il atteint 12,8 %, le taux le plus élevé à l'opposé du Bas-Rhin (8,6 %). Le scénario de l'année précédente se répète : le chômage des jeunes continue de reculer et celui des seniors est en hausse. Le chômage de longue durée diminue, mais le chômage de très longue durée augmente. Les offres d'emplois sont en hausse, un peu plus souvent qualifiées et durables. Les politiques de l'emploi sont intervenues en faveur d'un effectif équivalent à celui de l'année précédente, à hauteur d'un dixième des demandeurs.

L'environnement reste favorable, la croissance s'est encore renforcée au Luxembourg et en Allemagne (+ 4,2 % et + 1,9 %). Le Bade-Wurtemberg fait mieux que sa moyenne nationale mais la Rhénanie-Palatinat un peu moins bien, tandis que la Sarre enregistre une croissance nulle. Elle est restée modérée en Belgique comme en France, de même qu'en Wallonie. La croissance suisse s'est redressée à un niveau tout juste supérieur (+ 1,3 %).

Avec des échanges extérieurs de 115 milliards d'euros, la région, juste derrière l'Île-de-France, contribue pour 12,2 % à l'ensemble des échanges français. Rapportée au nombre d'habitants, cette contribution est toujours la première devant la Normandie et la région capitale. Le Grand Est conserve au total son deuxième rang pour les exportations et se place au quatrième pour les importations.

Les industriels du Grand Est ont enregistré une stabilité de leur chiffre d'affaires en 2016, en partie par une baisse des ventes à l'étranger. L'emploi et l'investissement sont en conséquence restés peu dynamiques. Ce dernier fait l'objet de prévisions plus optimistes pour l'année suivante, mais sans effet sur l'emploi.

Après une année difficile, le BTP a enregistré un très léger début de reprise à compter du printemps, avec des effectifs restant liés à l'intérim et des investissements en berne faute de visibilité. Les chefs d'entreprises envisagent une accélération de la production dans les travaux publics. La construction de logements est restée stable, elle est pourtant en progression de 12 % au niveau national. Le nombre de permis de construire et la commercialisation d'appartements neufs sont cependant très bien orientés, le Grand Est est une des régions les plus dynamiques sur ce dernier point.

La création d'entreprises progresse dans sept départements sur dix et les formes classiques d'entreprises continuent d'être plus attractives que le régime de micro-entrepreneur. Ce dernier ne représente plus que 37 % des créations, 20 points de moins qu'en 2009. Une entreprise sur dix emploie des salariés à sa création. Les défaillances sont en recul.

Le trafic passagers dans les aéroports de la région progresse de 2 %, toujours orienté vers les lignes low cost dont l'activité progresse de 12 % en un an et a doublé en cinq ans. Elles passent à 90 % par l'EuroAirport (Bâle-Mulhouse-Fribourg). Le fret fluvial recule de 3 % seulement, malgré une baisse d'un quart du volume des produits céréaliers. Les

immatriculations de véhicules neufs progressent de 6 %, avec une part des motorisations essence passée de 26 % à 45 % en cinq ans.

Les établissements d'hébergement touristique du Grand Est ont enregistré 400 000 nuitées supplémentaires, à près de 20 millions au total. Seuls les campings ont été pénalisés par un début d'été pluvieux. L'attrait de la clientèle pour les hébergements confortables se confirme, mais la région est un peu en retrait sur ce segment. Étrangers comme Français sont venus plus nombreux.

La récolte de céréales s'est avérée très mauvaise dans le Grand Est, comme au niveau national, mais tout au contraire du niveau mondial. Des conditions climatiques très défavorables ont entraîné des pertes de rendements de plus de vingt quintaux à l'hectare et une baisse de qualité des grains. Les récoltes d'automne ont souffert des maladies mais les dégâts ont été moins importants que prévu. La production laitière et les prix du lait diminuent. Le marché est morose pour les éleveurs bovins : les volumes d'abattages et les cotations sont en repli. En revanche, si la production porcine recule, les cours du porc charcutier remontent.

En Champagne, le rendement de la vendange baisse pour la deuxième année consécutive et la production de raisin est l'une des plus faibles depuis les dix dernières années. Cependant, l'état sanitaire des raisins ne pose pas de difficulté. Les quantités récoltées et la partie débloquée de la réserve permettent de produire un volume de 268 millions de bouteilles. Les expéditions se réduisent, avec un repli plus marqué pour le marché national. Le Champagne réalise un chiffre d'affaires de 4,7 milliards d'euros. En Alsace, la récolte est en forte hausse après trois années difficiles. Ces volumes supplémentaires ne permettent pas de reconstituer les stocks pour tous les types de vins, l'effort porte sur le Crémant. Les petites récoltes précédentes entraînent une baisse de disponibilité des vins d'Alsace toutes AOC, notamment à l'exportation. ■

# Contexte national

## L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie. Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est

plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

### L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour

- 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

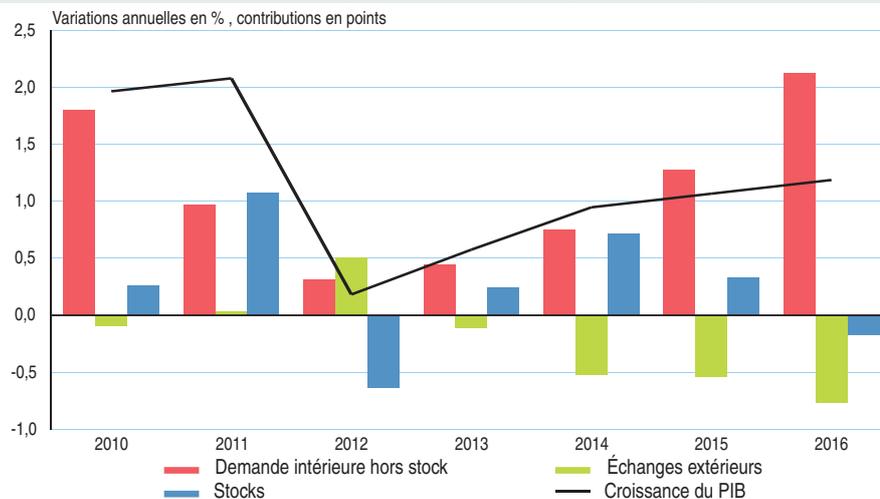
### L'emploi total accélère

L'emploi total accélère : + 215 000 sur un an fin 2016, après + 121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 99 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

### Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

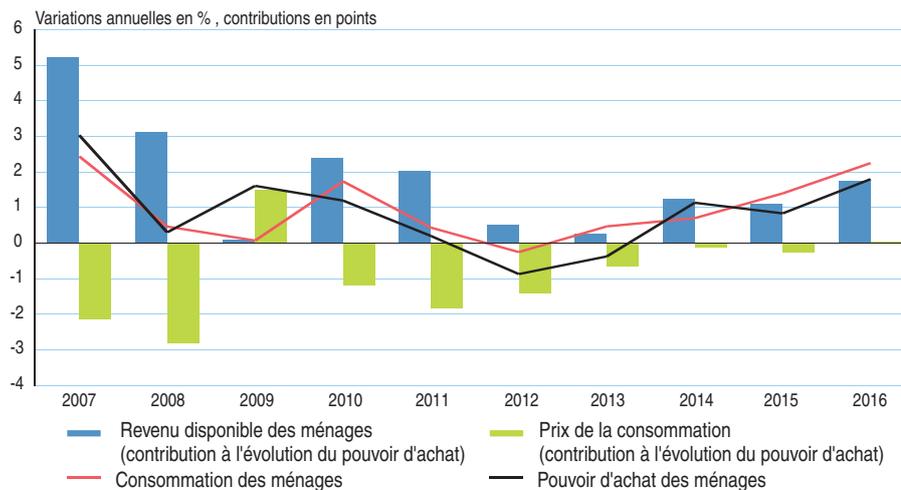
En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007. ■

**1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises**



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

**2 Le gain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage**



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.